

**Assemblée générale**

Quarante-huitième session

104^e séance plénièreMercredi 14 septembre 1994, à 10 heures
New York*Documents officiels*

Président : M. Insanally (Guyana)*La séance est ouverte à 10 h 35.***Point 8 de l'ordre du jour (suite)****Adoption de l'ordre du jour et organisation
des travaux : treizième rapport du Bureau**
(A/48/250/Add.12)

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Le treizième rapport du Bureau a trait à une demande présentée par la République de Moldova concernant l'inscription à l'ordre du jour de la présente session d'une question intitulée «Assistance d'urgence à la République de Moldova».

Le Bureau a décidé de recommander à l'Assemblée générale que la question soit inscrite à l'ordre du jour. Puis-je considérer que l'Assemblée décide d'inscrire cette question additionnelle à son ordre du jour?

Il en est ainsi décidé.

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Le Bureau a également décidé de recommander à l'Assemblée générale que cette question soit examinée directement en séance plénière. Puis-je considérer que l'Assemblée adopte cette recommandation?

Il en est ainsi décidé.

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Puis-je également considérer, comme l'a demandé son auteur, que

l'Assemblée examine cette question en priorité ce matin, en raison de son caractère urgent?

Il en est ainsi décidé.

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Je voudrais informer les membres que le point concernant l'assistance d'urgence à la République de Moldova, qui sera le dernier point de l'ordre du jour examiné à cette séance, devient le point 181 de l'ordre du jour de la quarante-huitième session de l'Assemblée générale et que le document concernant son inscription et son attribution sera publié demain.

Je voudrais également informer les membres qu'un projet de résolution sur l'assistance d'urgence à la République de Moldova sera disponible sous peu dans la Salle de l'Assemblée générale, en tant que document A/48/L.64.

Point 33 de l'ordre du jour (suite)**Question de la représentation équitable du
Conseil de sécurité et de l'augmentation du
nombre de ses membres**

- a) **Rapport du Groupe de travail à composition non limitée chargé d'examiner la question de la représentation équitable au Conseil de sécurité et de l'augmentation du nombre de ses membres** (A/48/47)
- b) **Projet de décision** (A/48/47, par. 9)

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Je suis heureux d'informer les membres que le Groupe de travail à composition non limitée chargé d'examiner la question de la représentation équitable au Conseil de sécurité et de l'augmentation du nombre de ses membres, établi en application de la résolution 48/26, a pu adopter par consensus, le 2 septembre, son rapport sur l'état d'avancement de ses travaux. Ce rapport a depuis été distribué sous la cote A/48/47.

À cet égard, je voudrais attirer l'attention sur le projet de décision adopté par le Groupe, qui figure au paragraphe 9 du rapport. Ce projet de décision recommande que le Groupe de travail à composition non limitée poursuive ses travaux et présente un rapport à l'Assemblée générale avant la fin de la quarante-neuvième session.

Si je peux faire ici une évaluation personnelle du processus qui a conduit à l'adoption du rapport, je dirais que la discussion jusqu'ici s'est révélée à la fois large et constructive. Les délégations ont pleinement coopéré pour faire en sorte que le mandat de la résolution 48/26 soit pleinement exécuté, ce qui est de bon augure, je pense, pour l'avenir de nos travaux.

Ainsi qu'il en a été convenu au sein du groupe, le rapport est bref et concret. Si j'apprécie et si je partage les sentiments exprimés par un certain nombre de délégations selon lesquelles ce rapport aurait pu être plus étoffé et plus conséquent, il est peu probable qu'un texte plus élaboré aurait pu être établi à ce stade de nos travaux. Je crois néanmoins que nous avons parcouru suffisamment de terrain, ce qui nous permettra de bâtir éventuellement un consensus.

Je tiens ici à remercier sincèrement les deux Vice-Présidents, l'Ambassadeur Breitenstein, de la Finlande, et l'Ambassadeur Chew, de Singapour, et leur personnel, pour la compétence avec laquelle ils m'ont secondé dans la conduite des travaux du Groupe de travail au cours de l'année écoulée. Je voudrais également remercier le Secrétariat, et plus particulièrement le Secrétaire du Groupe de travail, M. Kanninen, qui ont tout fait pour que le Groupe bénéficie à tout moment d'excellents services.

L'Assemblée va maintenant se prononcer sur le projet de décision qui figure au paragraphe 9 du rapport (A/48/47) du Groupe de travail à composition non limitée. Comme les membres le remarqueront, il s'agit d'une simple question de procédure qui ne devrait donc pas donner matière à débat. Puis-je considérer que l'Assemblée générale décide d'adopter le projet de décision?

Le projet de décision est adopté.

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Puis-je considérer que l'Assemblée souhaite achever l'examen du point 33 de l'ordre du jour?

Il en est ainsi décidé.

Point 156 de l'ordre du jour (suite)

Rationalisation des travaux et réforme de l'ordre du jour de la Première Commission : rapport de la Première Commission (Partie II)
(A/48/688/Add.1)

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Si aucune proposition n'est faite au titre de l'article 66 du règlement intérieur, je considérerai que l'Assemblée décide de ne pas discuter le rapport de la Première Commission dont l'Assemblée est saisie aujourd'hui.

Il en est ainsi décidé.

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Les déclarations seront donc limitées aux explications de vote ou de position.

Les positions des délégations concernant les recommandations de la Première Commission ont été exposées clairement en commission et sont reflétées dans les documents officiels pertinents. Puis-je rappeler aux membres qu'en vertu du paragraphe 7 de la décision 34/401, l'Assemblée générale est convenue de ce qui suit :

«Lorsqu'un même projet de résolution est examiné dans une grande commission et en séance plénière, les délégations, dans toute la mesure du possible, doivent n'expliquer leur vote qu'une seule fois, soit en commission, soit en séance plénière, à moins que leur vote en séance plénière ne diffère de leur vote en commission.»

Puis-je rappeler aux délégations que, conformément également à la décision 34/401 de l'Assemblée générale, les explications de vote sont limitées à 10 minutes et que les délégations doivent prendre la parole de leur place.

Avant de commencer à nous prononcer sur les recommandations contenues dans le rapport de la Première Commission, je voudrais informer les représentants que nous allons procéder de la même manière qu'en Première Commission.

L'Assemblée va maintenant se prononcer sur le projet de décision recommandé par la Première Commission au paragraphe 7 de la partie II de son rapport (A/48/688/Add.1). Le projet de décision a été adopté par la Première Commission sans vote. Puis-je considérer que l'Assemblée souhaite faire de même?

Le projet de décision est adopté.

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Je voudrais remercier personnellement le Président de la Première Commission, l'Ambassadeur von Wagner — qui, je pense, a quitté New York — et son Bureau pour le travail accompli afin de régler rapidement les questions dont la Commission était saisie.

Puis-je considérer que l'Assemblée souhaite achever l'examen du point 156 de l'ordre du jour?

Il en est ainsi décidé.

Rapports de la Cinquième Commission

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : L'Assemblée va maintenant examiner les rapports de la Cinquième Commission sur les points 127 et 173 de l'ordre du jour.

Si aucune proposition n'est faite au titre de l'article 66 du règlement intérieur, je considérerai que l'Assemblée générale décide de ne pas discuter les rapports de la Cinquième Commission dont l'Assemblée est saisie aujourd'hui.

Il en est ainsi décidé.

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Les déclarations seront donc limitées aux explications de vote ou de position. Les positions des délégations concernant les recommandations de la Cinquième Commission ont été exposées clairement en commission et sont reflétées dans les documents officiels pertinents. Puis-je rappeler aux membres qu'en vertu du paragraphe 7 de la décision 34/401, l'Assemblée générale est convenue de ce qui suit :

«Lorsqu'un même projet de résolution est examiné dans une grande commission et en séance plénière, les délégations, dans toute la mesure du possible, doivent n'expliquer leur vote qu'une seule fois, soit en commission, soit en séance plénière, à moins que leur vote en séance plénière ne diffère de leur vote en commission.»

Puis-je rappeler aux délégations que, conformément également à la décision 34/401 de l'Assemblée générale, les explications de vote sont limitées à 10 minutes et que les délégations doivent prendre la parole de leur place.

Avant de commencer à nous prononcer sur les recommandations contenues dans les rapports de la Cinquième Commission, je voudrais informer les représentants que nous allons procéder de la même manière qu'en Commission.

Point 127 de l'ordre du jour (suite)

Barème des quotes-parts pour la répartition des dépenses de l'Organisation des Nations Unies : rapport de la Cinquième Commission (Partie II)
(A/48/806/Add.1)

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : L'Assemblée va à présent se prononcer sur le projet de décision recommandé par la Cinquième Commission au paragraphe 4 de la deuxième partie de son rapport.

La Cinquième Commission a adopté ce projet de décision sans vote. Puis-je considérer que l'Assemblée souhaite procéder de même?

Le projet de décision est adopté.

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Nous avons ainsi achevé ce stade de notre examen du point 127 de l'ordre du jour.

Point 173 de l'ordre du jour (suite)

Financement de la Mission des Nations Unies pour l'assistance au Rwanda : rapport de la Cinquième Commission (Partie III)
(A/48/828/Add.2)

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : L'Assemblée va à présent se prononcer sur le projet de décision recommandé par la Cinquième Commission au paragraphe 6 de la troisième partie de son rapport.

Ce projet de décision a été adopté par la Cinquième Commission sans vote. Puis-je considérer que l'Assemblée souhaite procéder de même?

Le projet de décision est adopté.

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Puis-je considérer également que l'Assemblée générale souhaite ainsi achever son examen du point 173 de l'ordre du jour?

Il en est ainsi décidé.

Point 181 de l'ordre du jour

Assistance d'urgence à la République de Moldova : projet de résolution (A/48/L.64)

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Conformément à la décision prise ce matin, l'Assemblée va à présent examiner le point 181 de l'ordre du jour. Dans ce contexte, l'Assemblée est saisie d'un projet de résolution figurant dans le document A/48/L.64.

Étant donné que les auteurs souhaitent que cette question soit réglée sans délai, j'aimerais consulter l'Assemblée pour qu'il soit procédé immédiatement à l'examen du projet de résolution. Cependant, étant donné que ce projet de résolution vient juste d'être distribué, il serait nécessaire de déroger à la disposition pertinente de l'article 78 du règlement intérieur. Toutefois, je rappelle aux membres que le texte de ce projet de résolution figure dans le document A/48/986.

L'article 78 dispose que :

«En règle générale, aucune proposition n'est discutée ni mise aux voix, à une séance de l'Assemblée générale, si le texte n'en a pas été distribué à toutes les délégations au plus tard la veille de la séance.»

Si je n'entends pas d'objection, je considérerai que l'Assemblée accepte de déroger à la disposition pertinente de l'article 78.

Il en est ainsi décidé.

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Je donne la parole au représentant de la Croatie pour qu'il présente le projet de résolution A/48/L.64.

M. Nobile (Croatie) (*interprétation de l'anglais*) : J'ai l'honneur de présenter, au nom des auteurs, le projet de résolution intitulé «Assistance d'urgence à la République de Moldova». Je suis également heureux d'informer les membres que l'Estonie, la Hongrie, Maurice et la Mongolie se sont joints aux auteurs mentionnés dans le document A/48/L.64.

Aux termes du projet de résolution, l'Assemblée générale se déclarerait solidaire du Gouvernement et du peuple de la République de Moldova frappés récemment par

l'adversité en raison de la sécheresse, puis de l'ouragan et des inondations, qui ont causé des pertes en vies humaines et la destruction de biens. En outre, le projet de résolution rendrait hommage à la communauté internationale pour les efforts qu'elle mène pour compléter ceux que déploie le Gouvernement de la République de Moldova dans le cadre des opérations de secours et d'assistance d'urgence. L'Assemblée prierait aussi tous les États d'apporter un soutien supplémentaire à la République de Moldova afin d'alléger le fardeau économique et financier qui pèse sur la population moldave. Elle demanderait en outre au Secrétaire général, agissant en coopération avec les organes et organisations compétents du système des Nations Unies, d'aider le Gouvernement de la République de Moldova dans l'action de relèvement qu'il a entreprise.

Au nom des auteurs, je demande aux États Membres d'adopter sans délai ce projet de résolution.

M. Barac (Roumanie) (*interprétation de l'anglais*) : Je voudrais exprimer, au nom du Gouvernement de la Roumanie, nos sentiments de profonde sympathie au Gouvernement et au peuple de la République de Moldova à la suite des pertes tragiques en vies humaines et des dégâts matériels considérables qu'ils ont subis du fait de la sécheresse, de l'ouragan et des inondations qui ont dramatiquement frappé ce pays.

La Roumanie a suivi avec espoir et un sentiment profond de solidarité les efforts courageux déployés par la République de Moldova en vue de fonder une société démocratique et de mettre en place une économie de marché. Les récentes catastrophes ne peuvent qu'aggraver les graves difficultés inhérentes au processus de transition dans ce pays. Voilà pourquoi la Roumanie a coparrainé le projet de résolution et s'est associée à l'appel lancé à la communauté internationale en vue d'aider la République de Moldova.

La Roumanie a rapidement réagi en vue de satisfaire les besoins de la République de Moldova, bien qu'elle ait eu elle-même à faire face à des calamités presque similaires sur la rive droite du fleuve Prut. De nombreux canaux d'acheminement de l'aide ont été mis en place.

Au niveau gouvernemental, une aide d'un montant de 1 milliard de lei a déjà été allouée sous forme de matériaux de construction, de nourriture et d'autres produits de première nécessité. Au niveau local, de nombreux districts situés à proximité des zones touchées ont fait parvenir de la nourriture et des vêtements à des districts voisins en République de Moldova. D'autres opérations d'assistance ont

également été lancées au niveau départemental à l'initiative du Ministère de la santé, lequel a fourni immédiatement plusieurs tonnes de médicaments. Tous ces efforts se poursuivent.

Ma délégation appuie sans réserve l'appel à la générosité lancé aux termes de ce projet de résolution qui, nous l'espérons vivement, recueillera un soutien unanime. Nous sommes convaincus que la bonne volonté dont ont fait montre les États Membres ici présents sera suivie de preuves de solidarité concrètes et immédiates pour aider la République de Moldova à poursuivre les efforts de relèvement qu'elle a entrepris.

M. Kudryavtsev (Fédération de Russie) (*interprétation du russe*) : Je voudrais tout d'abord témoigner notre sincère sympathie au peuple de la République de Moldova, affligé par de nombreuses pertes en vies humaines occasionnées par les catastrophes naturelles qui se sont récemment abattues sur ce pays sous la forme de sécheresse, d'ouragan et d'inondations sans précédent. La Fédération de Russie partage la préoccupation du Gouvernement de la République de Moldova devant les dommages énormes et sans précédent subis par l'économie de ce pays.

La Fédération de Russie a été l'un des premiers pays à réagir aux catastrophes naturelles qui ont frappé la République de Moldova et à apporter à cette dernière une aide humanitaire d'urgence. Trois avions chargés de vivres, de médicaments et autres produits de première nécessité se sont envolés de Russie pour la Moldova. En outre, 20 000 dollars ont été alloués pour l'achat de médicaments. L'assistance humanitaire russe à la Moldova se poursuit et des mesures complémentaires sont envisagées.

Pleinement consciente des énormes pertes subies par l'économie de la République de Moldova, la Russie a été l'un des premiers pays à parrainer le projet de résolution relatif à l'assistance d'urgence. Nous demandons instamment à tous les États Membres d'appuyer ce projet de résolution. La délégation de la Fédération de Russie, État qui préside actuellement la Communauté d'États indépendants, exprime l'espoir que la communauté internationale et les organisations internationales feront tout leur possible pour apporter l'aide dont la République de Moldova a besoin pour surmonter les conséquences de ces catastrophes naturelles.

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Nous venons d'entendre le dernier orateur dans le débat sur ce point.

Avant que l'Assemblée se prononce sur le projet de résolution, je voudrais, au nom de l'Assemblée, assurer le Gouvernement et le peuple de la République de Moldova de notre plus profonde sympathie et de notre solidarité dans les épreuves qu'ils traversent du fait des récentes catastrophes.

Nous allons maintenant nous prononcer sur le projet de résolution A/48/L.64. Puis-je considérer que l'Assemblée décide de l'adopter?

Le projet de résolution est adopté (résolution 48/266).

M. Pantiru (République de Moldova) (*interprétation de l'anglais*) : Qu'il me soit tout d'abord permis, au nom du peuple et du Gouvernement de la République de Moldova, de dire combien nous sommes reconnaissants aux États Membres d'avoir adopté le projet de résolution dont nous pensons qu'il contribuera grandement aux efforts déployés pour surmonter les conséquences de la série de catastrophes naturelles sans précédent — sécheresse, ouragan et inondations — qui se sont abattues sur mon pays. Je voudrais aussi exprimer plus particulièrement notre gratitude aux pays qui ont parrainé le projet de résolution et qui l'ont présenté au cours de cette séance.

Cette résolution est une manifestation de plus de la solidarité des peuples et de la coopération entre les nations, ce qui est extrêmement important pour un petit pays comme la République de Moldova qui dispose de ressources humaines et matérielles limitées. Encore une fois, j'aimerais remercier sincèrement les gouvernements et les institutions internationales qui ont déjà fourni une aide humanitaire.

L'Assemblée peut être certaine que les paroles bienveillantes de sympathie et d'appui que nous avons entendues dans cette salle seront transmises au Gouvernement et au peuple de la République de Moldova.

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Puis-je considérer que l'Assemblée générale a ainsi achevé l'examen du point 181 de l'ordre du jour?

Il en est ainsi décidé.

Programme de travail

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : J'aimerais maintenant faire une déclaration en ce qui concerne le financement des activités opérationnelles de développement.

Les Membres se rappelleront qu'aux termes de l'annexe I de la résolution 48/162, du 20 décembre 1993,

adoptée au titre du point 56 de l'ordre du jour, intitulé «Restructuration et revitalisation de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social et les domaines connexes», l'Assemblée a décidé qu'il était nécessaire d'augmenter de façon substantielle les ressources destinées aux activités opérationnelles. L'Assemblée a décidé à cet égard que le processus pour faciliter la mise au point d'un nouveau système de financement devrait comprendre des consultations à New York ainsi que des négocia-

tions sur de nouvelles modalités de financement au cours d'une reprise de session de l'Assemblée générale en 1994.

Selon cette décision, le point 56 de l'ordre du jour aurait dû être maintenu pour examen. Lors de notre prochaine séance, qui aura lieu lundi, 19 septembre, et qui sera la dernière de la session, je ferai brièvement rapport à l'Assemblée sur les consultations engagées en application de la résolution 48/162.

La séance est levée à 11 h 10.